

UN DÉBAT SUR LA FISCALITÉ: QUELQUES CLÉS D'EXPLICATION...

Pour donner l'illusion d'un débat équilibré sur la fiscalité en France, un grand quotidien du soir a, le 25 septembre, fait appel à quatre contributeurs. D'une part, Camille Landais, un jeune et très doué économiste (il est le seul des quatre à avoir soutenu brillamment une thèse en science économique et enseigne à la *London School of Economics*), qui demande plus de transparence pour obtenir un meilleur consentement à l'impôt. Alors que, par ailleurs, il prône la nécessité d'une révolution fiscale (il est l'auteur avec Thomas Piketty et Emmanuel Saez de *Pour une révolution fiscale. Un impôt sur le revenu pour le XXIème siècle*). Le moins que l'on puisse dire c'est que sa contribution n'est guère révolutionnaire tant elle devrait aller de soi. D'autre part, à droite, trois contributions de libéraux... En tout bien tout honneur, la star des plateaux TV, Élie Cohen, le chien de garde en chef, ouvre le ban. Comme Élie Cohen est prof à l'IEP de Paris, il peut compter sur le soutien des deux autres contributeurs: Mathieu Laine, enseignant à *Sciences-po*, et Julien Damon, professeur associé à *Sciences-po*. À moins que ce ne soit lui qui ait suggéré au *Monde* la contribution des deux autres.

Sciences-po n'est que l'appellation marketing que les *Instituts d'études politiques* (créés en 1946 après la nationalisation de l'*École libre des sciences politiques* pour, défense de rire, «*démocratiser l'accès aux grands corps de la fonction publique*» dans l'esprit du CNR) ont adopté, à la suite de celui de Paris, pour se distinguer de l'université: le label fait grande école et chic quand l'université fait peuple! Mais on peut très bien faire des études à l'IEP sans faire de science politique (comme, par exemple, Mathieu Laine titulaire d'un DEA de droit des affaires à Paris II et diplômé de l'IEP de Paris dans la section finance). Cependant, pour les pages débats des quotidiens, la référence «*Sciences-po*» confère sérieux et légitimité.

Professeur associé signifie que l'on a été recruté directement par l'établissement sur la base d'une expérience professionnelle sans nécessairement posséder de diplôme (le diplôme ne fait pas la compétence, son absence encore moins!): la cooptation est la règle. Et il suffit d'effectuer quelques heures dans l'année pour avoir droit à la légitimante appellation d'enseignant ou de chargé de cours (on ne compte pas, sur les plateaux des TV, les intervenants «*chargés de cours à Sciences-po*», mais on sait, depuis le rapport de la Cour des comptes, que l'IEP Paris recourt abusivement aux intervenants extérieurs à tel point que quelques enseignants statutaires affectés à l'établissement n'effectuent pas l'intégralité de leur service). Pour obtenir ces heures puis le statut de prof associé, il est indispensable (et très souvent suffisant: le directeur d'un master peut recruter qui il veut) d'avoir l'amitié protectrice d'un mandarin puissant dans la place.

Ancien avocat d'affaires, Mathieu Laine a fondé et dirige *Altermind* (selon son site: société d'études et de conseil fondée spécialisée dans l'optimisation des stratégies d'entreprises et de gouvernements). Il est éditorialiste au *Figaro* et aux *Echos*. Quant à Julien Damon, ancien élève de l'École supérieure de commerce de Paris, il a fondé et dirige *Éclairs*, une société de conseil dont les principaux clients sont: *Veolia environnement*, *Vinci*, la SNCF, EDF, *Bouygues immobilier* et *IBM France*). Soit, des profils et des points de vue strictement identiques et interchangeable. La répétition sert à asséner et à marteler l'évidence du catéchisme libéral. Pour faire riche, ces «*scientifiques*» utilisent, sans aucun questionnement, des références et des concepts «*révolutionnaires*» (empruntés à la révolution conservatrice): Ayn Rand

est qualifiée de «*philosophe objectiviste*», Murray Rothbard d'«*anarcho-capitaliste*» et Robert Nozick de «*minarchiste*»... Sans dire, bien sûr, que ces «*libertariens*» n'étaient opposés à l'État que dans la mesure où, en utilisant l'impôt pour redistribuer (partiellement) la richesse et réduire (encore plus partiellement) les inégalités (voir la situation aux États-Unis!), l'État spolie les riches, porte atteinte au sacro-saint droit de propriété et ouvre la route de la servitude (voir leur bible: *The Road to Serfdom*, de Friedrich Hayek, 1944). En revanche, quand l'État envoie sa police voire son armée contre des salariés, ces «*libertariens*» applaudissent le rétablissement de la liberté du travail et la défense du droit de circulation...

Trois contributions pour dire encore une fois que «*la France ne saisit pas l'urgence d'une réforme*» comme le titre du papier d'Élie Cohen le rappelle. Quelle France? Quel type de réforme? L'imprécision conceptuelle, les généralisations approximatives régissent en maître chez ces «*experts*» de «*la théorie économique*» (il n'y en a qu'une et bien sûr elle est libérale!), mais la pensée est limpide et tellement convenue: «*Il faut taxer différemment les revenus du capital et ceux du travail, car le capital constitue de l'épargne qui a déjà été taxée*». Belle expression de la conception de la justice fiscale des libéraux! Ainsi va *Le Monde* et nos capacités à être informés!

Mato-Topé
